



LE « DIVIDENDE » DU PALUDISME

OU POURQUOI INVESTIR DANS L'ÉLIMINATION
DU PALUDISME PROFITE À TOUS

malaria
NO MORE
united kingdom

RBM Partnership
To End Malaria



OXFORD
ECONOMICS
AFRICA





À PROPOS DE CE RAPPORT

Ce rapport a été rédigé et produit par Malaria No More UK, un partenaire du Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme. Il s'appuie sur une analyse d'Oxford Economic Africa.

Le rapport est publié en tant que contribution à Zéro Palu !, un mouvement mondial né de la campagne panafricaine de terrain « Zéro palu ! Je m'engage » qui vise à mettre fin au paludisme en une génération.

SOMMAIRE

4 **Aperçu des principaux chiffres**

5 **Résumé analytique**

8 **Arguments économiques en faveur des investissements dans la lutte contre le paludisme et son élimination**

- Résumé de la méthodologie
- Le recul du paludisme stimule le PIB des pays impaludés
- Études de cas
- Le recul du paludisme stimule les échanges commerciaux, au bénéfice des pays impaludés et des pays bailleurs/du G7

14 **Conclusion et recommandations**

- Remerciements

16 **Annexe**

- Méthodologie
- Tableaux de données
- Liste des abréviations

APERÇU DES PRINCIPAUX CHIFFRES

L'analyse réalisée par le cabinet Oxford Economics Africa montre qu'un renouvellement d'effort pour atteindre la cible 3.3 des Objectifs de développement durable (ODD) concernant le paludisme permettrait d'observer entre 2023 et 2030 :

**UNE CROISSANCE DE 126,9 MILLIARDS DE DOLLARS US (USD)
DU PIB DE TOUS LES PAYS IMPALUDÉS EN AFRIQUE**

\$126.9 milliards

**UNE CROISSANCE DE 142,7 MILLIARDS USD DU
PIB DE TOUS LES PAYS IMPALUDÉS DANS LE MONDE**

\$142.7 milliards

**UN GAIN DE 80,7 MILLIARDS USD POUR
LE COMMERCE INTERNATIONAL**

\$80.7 milliards

**UNE HAUSSE DE 3,9 MILLIARDS USD DES EXPORTATIONS
DES PAYS DU G7 VERS LES PRINCIPAUX PAYS IMPALUDÉS AFRICAINS**

\$3.9 milliards

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Le paludisme demeure un danger majeur pour la santé humaine, en particulier en Afrique subsaharienne où se concentre la charge de morbidité. Des millions de vies sont menacées par cette maladie évitable, et la plupart des décès annuels concernent les enfants de moins de 5 ans.

Si les deux premières décennies du siècle ont été le témoin de progrès considérables – le taux de mortalité mondial du paludisme a été divisé par deux entre 2000 et 2015 et le taux d'incidence a chuté de 26 % – la lutte est loin d'être terminée. Depuis la seconde moitié des années 2010, les progrès réalisés dans le monde sont au point mort. Une combinaison de facteurs, notamment les effets perturbateurs du changement climatique et des conflits sur les programmes de lutte antipaludique, la résistance croissante aux médicaments et aux insecticides et l'impact persistant des conséquences de la pandémie de COVID-19 sur les économies, ont tous contribué à produire les conditions les plus défavorables aux avancées de la lutte contre le paludisme. En conséquence, les progrès nécessaires pour atteindre la cible des Objectifs de développement durable (ODD) concernant le paludisme, qui exige une réduction de 90 % de l'incidence des cas de paludisme et des taux de mortalité d'ici 2030, sont désormais hors de portée.

Face à cette situation, le cabinet Oxford Economics Africa (OEA) a été chargé de modéliser et d'évaluer les répercussions économiques de la réalisation de la cible des ODD portant sur le paludisme. Ce travail a été commandé par Malaria No More UK, un partenaire du Partenariat RBM pour en finir avec le paludisme.

L'analyse montre qu'investir dans des programmes de contrôle et d'élimination

du paludisme ne permet pas seulement de sauver des vies ; cette démarche économiquement intelligente profite autant aux pays impaludés qu'à leurs partenaires internationaux. Le présent rapport montre que la concrétisation de l'objectif par une réduction de 90 % de l'incidence des cas d'ici à 2030 (défini comme indicateur de la cible) pourrait accroître de manière significative le produit intérieur brut (PIB) des pays impaludés avec une hausse de 142,7 milliards USD au cours de la période analysée entre 2023 et 2030. Ce phénomène pourrait se répercuter à l'échelle mondiale avec une augmentation des échanges commerciaux internationaux de 80,7 milliards USD au cours de la même période, notamment des retombées commerciales directes pour les pays du G7 qui pourraient bénéficier d'un surcroît d'exportations à hauteur de 3,9 milliards USD. Ces chiffres soulignent les avantages économiques de la lutte contre le paludisme, non seulement pour les pays impaludés touchés, mais aussi pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Ces gains ne pourront être générés qu'en renouvelant les efforts nécessaires à la réalisation de l'objectif fixé pour 2030. Maintenir le cap de la trajectoire actuelle non seulement coûte des vies et nuit au bien-être de millions de personnes, mais prive les acteurs concernés de milliards de dollars de progrès économique.

Bien qu'encore éloignée de l'objectif de 2030 en matière de paludisme, la campagne mondiale visant à éliminer cette maladie peut se prêter à un optimisme de bon aloi. Le paludisme est une maladie infectieuse à transmission vectorielle, évitable et traitable. À ce titre, guérir du paludisme nécessite une utilisation accrue

d'outils, de traitements et de programmes de gestion efficaces. Il est possible de réduire rapidement l'incidence des cas. L'élimination de cette maladie se poursuit dans le monde entier, et plus récemment à Cabo Verde en 2024. Grâce à des investissements soutenus et prudents, le paludisme est sérieusement étudié et bénéficie d'un nombre important de projets de recherche et de développement, avec de nouveaux vaccins et outils en cours de déploiement et de nombreuses autres innovations qui changeront la donne.

Moyennant un effort immédiat et concerté, il est encore possible de revenir sur la trajectoire à suivre pour atteindre la cible de 2030. Cette urgence a été reconnue dans la déclaration de Yaoundé, signée en mars 2024 à la suite de la conférence ministérielle sur le paludisme. Cette déclaration, émise par les ministres, souligne le rôle essentiel joué par la politique et la mobilisation des ressources nationales dans la réduction de la charge du paludisme et appelle les pays impaludés et les pays bailleurs à intensifier leurs engagements.

Ainsi, des millions de vies pourront être sauvées, des avantages économiques significatifs pourront être tirés avec la possibilité de réinvestir ces dividendes dans d'autres secteurs vitaux. Les pays impaludés seront alors en mesure de renforcer leurs systèmes de santé et de définir une meilleure préparation aux pandémies, qui tienne compte de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à celui-ci, pour le plus grand bénéfice de tous.

2024 est l'année au cours de laquelle non pas un, mais deux vaccins antipaludiques ont été inscrits aux programmes de

vaccination de routine dans 20 pays d'Afrique subsaharienne. La réussite du déploiement des vaccins antipaludiques pourrait nous permettre de faire un pas de plus vers la réalisation de la cible de 2030. Toutefois, pour ce faire, ils doivent être déployés en étroite coordination avec d'autres mesures de contrôle du paludisme afin de maximiser leur effet et de sauver le plus grand nombre de vies possible. Cet objectif ne peut être atteint que si deux institutions multilatérales de santé mondiale, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (Fonds mondial) et Gavi, l'Alliance du vaccin (Gavi) sont entièrement reconstituées financièrement d'ici la fin de l'année 2025, afin de soutenir les efforts de contrôle et d'élimination du paludisme au cours des années qui restent avant 2030.

Les 18 prochains mois offrent une occasion en or de réorienter les efforts vers la réalisation de la cible mondiale en matière de paludisme d'ici 2030. Avec le renforcement de la mobilisation des ressources nationales promis par les ministres à Yaoundé, un engagement renouvelé des gouvernements des pays du G7 et d'autres bailleurs de fonds en faveur de la reconstitution des ressources du Fonds mondial et de Gavi, et la poursuite des investissements et du soutien à la recherche et au développement dans le domaine du paludisme, il devrait être possible non seulement de sauver la vie de millions de personnes, mais aussi de renforcer la résilience du monde face aux futures pandémies et de stimuler la croissance économique. Il est temps de donner la priorité aux dividendes que l'élimination du paludisme peut apporter, et d'ouvrir la voie à un avenir plus sain et plus sûr.

L'HISTOIRE DE GEORGE, UN TÉMOIGNAGE DU BILAN HUMAIN DU PALUDISME

Originaire d'un village de pêcheurs dynamique sur la rive du lac Victoria dans le comté de Kisumu au Kenya, George Otieno est père de famille et pêcheur. Dirigeant communautaire, il œuvre à l'assainissement et la santé environnementale. George ne connaît que trop bien les conséquences du paludisme, ayant subi de plein fouet son effet dévastateur sur sa famille et sa communauté au sens large. Il sait tout ce que nous avons à gagner en mettant fin à ce fléau. George témoigne :

« Le paludisme est une maladie qui affecte constamment ma famille, année après année. Mes proches et moi avons connu des moments très difficiles, c'est comme un cycle incessant, d'un enfant à l'autre. Et cela touche même la communauté de la pêche. De nombreuses activités économiques sont associées à la pêche. Dans notre secteur, vous devez travailler pour toucher votre salaire. Or, quand on est malade du paludisme, on ne peut pas aller travailler, on ne va pas pêcher. C'est une maladie très dangereuse pour la communauté de la pêche.

Nous devons impérativement plaider en faveur de l'élimination du paludisme. Ainsi nous retrouverons l'énergie nécessaire pour construire notre économie. Si vous êtes malade, l'économie baisse, tandis que si vous êtes en bonne santé, les recettes perçues augmentent, parce que les pêcheurs et les équipages travaillent, les mères travaillent et ceux qui exercent des activités commerciales connexes travaillent également. Donc s'il existe un moyen d'arrêter le paludisme, nous aimerions le mettre en place.

En l'absence de paludisme, nous pourrions faire beaucoup de choses, nos enfants iront à l'école, nos pêcheurs iront pêcher, nos agriculteurs iront à la ferme et ceux qui font du commerce pourront faire leurs affaires ».

George Otieno
pêcheur, Kenya



ARGUMENTS ÉCONOMIQUES EN FAVEUR DES INVESTISSEMENTS DANS LA LUTTE CONTRE LE PALUDISME ET SON ÉLIMINATION

RÉSUMÉ DE LA MÉTHODOLOGIE SUMMARY METHODOLOGY

Financer les efforts de contrôle et d'élimination du paludisme est la meilleure chose à faire pour sauver des vies et en améliorer la qualité, en particulier celles des personnes les plus touchées, les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes. Cela constitue également un investissement économique intelligent. Désireuse de quantifier la portée éventuelle de la réalisation de l'objectif d'élimination du paludisme d'ici 2030, qui comprend l'indicateur de succès d'une réduction de 90 % de l'incidence des cas, Malaria No More UK a commandé une analyse à Oxford Economics Africa (OEA). La méthodologie, détaillée en annexe, illustre comment chaque étape contribue à l'estimation des bénéfices économiques à différents niveaux – national, régional et mondial.

L'analyse de Sarma et al. (2019) a montré qu'une diminution de 10 % de l'incidence des cas de paludisme est associée à une augmentation de 0,11 point de pourcentage de la croissance annuelle du PIB par habitant. Cette analyse combine ces résultats de Sarma et al. (2019) avec des projections de l'incidence des cas sur la période 2023–2030 en utilisant les dernières données du Rapport mondial sur le paludisme publié par l'Organisation mondiale de la Santé. Ce travail de recherche se fonde sur 2 scénarios : un scénario « de référence » dans lequel l'incidence des cas conserve la même tendance historique et un scénario de « réalisation de l'ODD » dans lequel l'incidence des cas diminue régulièrement pour atteindre la cible 3.3 des ODD sur le paludisme, qui est mesurée par la

réalisation d'une réduction de 90 % des taux d'incidence des cas et des taux de mortalité. La différence au niveau de l'incidence des cas entre le scénario de référence et le scénario de réalisation de l'ODD, combinée avec les conclusions de Sarma et al. (2019) permet d'analyser et d'illustrer la croissance potentielle du PIB associée à la réalisation de l'objectif d'élimination du paludisme en 2030. Ces résultats sont détaillés dans les sections suivantes.

Pour estimer les répercussions commerciales, OEA a extrapolé l'incidence sur le PIB au commerce international, en tenant compte des perspectives économiques des pays au cours de la période considérée. Ce processus a consisté à estimer dans quelle mesure cette stimulation apportée au PIB se traduit en avantages commerciaux, notamment le commerce bilatéral avec certains pays et le commerce avec les 13 pays « étudiés », choisis en raison de leur charge paludique actuelle.

Ces 13 pays étudiés correspondent aux 10 pays les plus touchés par le paludisme : le Nigeria, la République démocratique du Congo (RDC), l'Ouganda, le Mozambique, l'Angola, le Burkina Faso, le Mali, la Tanzanie, le Niger et la Côte d'Ivoire ; ainsi que trois autres grandes économies africaines où persiste le paludisme : le Ghana, la Zambie et le Kenya.

Les hypothèses détaillées concernant le commerce se trouvent dans l'annexe, expliquant davantage la méthodologie utilisée pour estimer les gains économiques d'ici à 2030.

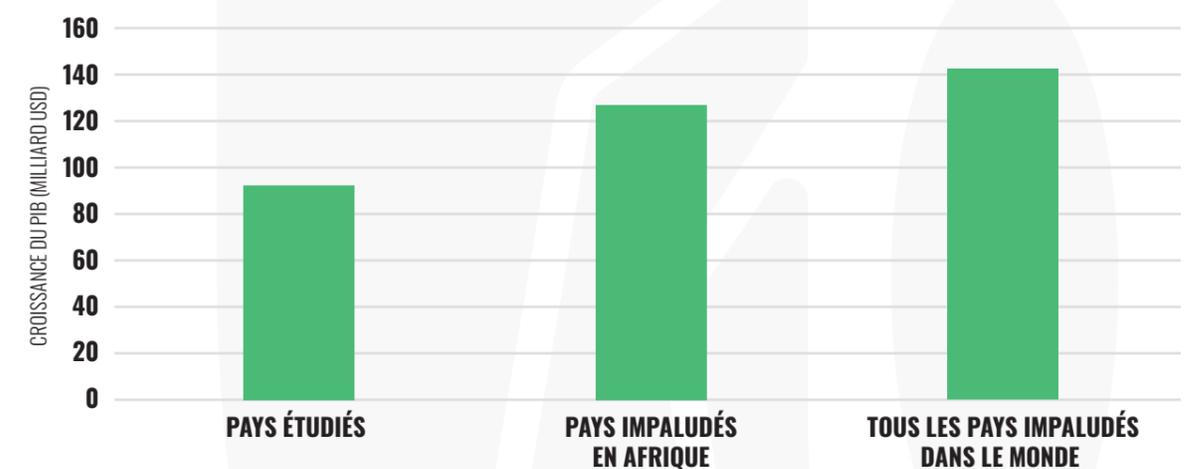
LE REcul DU PALUDISME STIMULE LE PIB DES PAYS IMPALUDÉS

Le paludisme impose un lourd tribut économique aux pays touchés, freinant les progrès socioéconomiques et perpétuant les cycles de pauvreté. Les personnes qui tombent malades à cause du paludisme, en particulier les jeunes enfants, ont besoin d'un traitement et de soins rapides. Ces soins sont souvent à la charge des ménages et l'absence de remboursement accroît la pression sur les familles (en particulier les mères), ce qui limite leur potentiel d'implication dans la lutte contre la maladie. Les familles confrontées aux dépenses abyssales que représentent les traitements ne sont plus en mesure d'investir dans l'éducation ou dans d'autres méthodes permettant de rompre le cycle de pauvreté. Si les coûts économiques sont significatifs à l'échelle des familles, ils le sont d'autant plus une fois reportés à l'échelle des pays.

En extrapolant les avantages économiques potentiels de la réduction de l'incidence du paludisme, l'analyse d'OEA révèle l'impact transformateur de la réduction des cas de paludisme sur le PIB des pays impaludés en Afrique et dans le monde.

Les gains économiques résultant des efforts de réduction du paludisme sont substantiels, en particulier en Afrique, où la hausse projetée du PIB est estimée à 126,9 milliards USD entre 2023 et 2030. Cela représente une proportion importante du gain potentiel provenant de tous les pays impaludés, soit 88,9 % de l'augmentation totale du PIB. Sur l'ensemble des pays impaludés, la hausse collective du PIB est estimée à 142,7 milliards USD, ce qui souligne les avantages économiques généralisés de l'élimination du paludisme. Ces données sont présentées dans la figure 1.

FIGURE 1 - ESTIMATION DE LA CROISSANCE DU PIB DES PAYS IMPALUDÉS ENTRE 2023 ET 2030^a

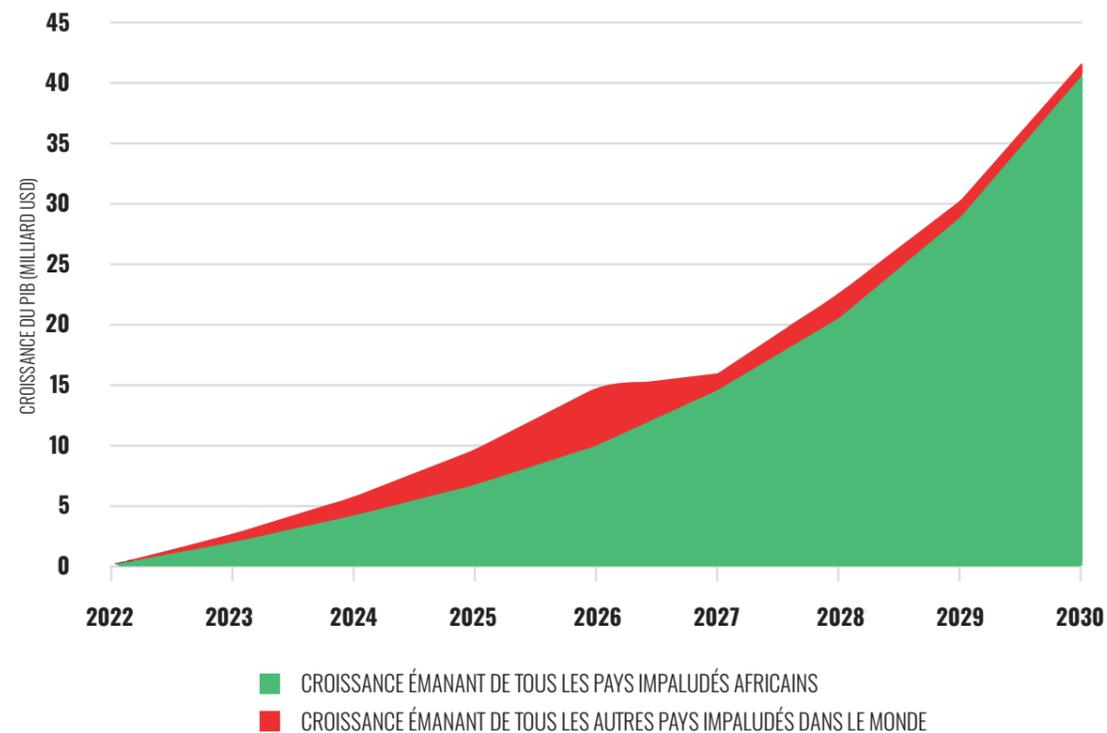


La figure 2 illustre comment cette hausse du PIB se produit au cours de la période

2023–2030, avec des gains substantiels vers la fin de la décennie.

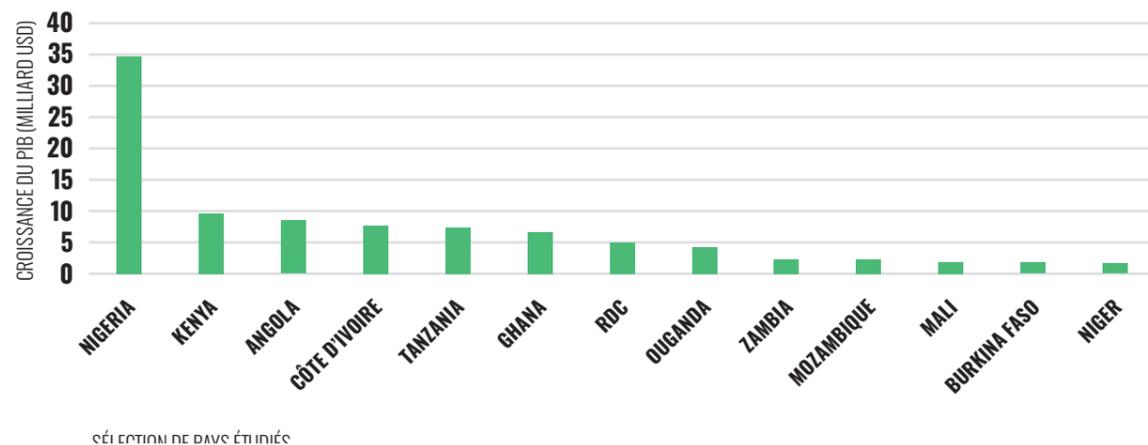
^a Source: Oxford Economics Africa et Malaria No More UK (2024)

FIGURE 2 - ESTIMATION DE LA HAUSSE CUMULATIVE DU PIB DES PAYS IMPALUDÉS AU COURS DE LA PÉRIODE 2023-2030^b



L'analyse montre également les avantages économiques potentiels à l'échelon national pour les pays étudiés. La figure 3 ci-dessous montre qu'à lui seul, le Nigeria, qui est de loin le plus touché par les cas de paludisme et les décès associés, pourrait voir son PIB augmenter de près de 34 milliards USD d'ici à 2030. Le Nigeria est suivi par le Kenya et l'Angola, deux pays qui pourraient connaître une stimulation de leur PIB à hauteur de 9,4 milliards USD et de 8,5 milliards USD, respectivement. Le PIB de la Tanzanie devrait bénéficier d'un coup de pouce d'environ 7,5 milliards USD, tandis que celui de la RDC pourrait connaître une augmentation substantielle de 4,9 milliards USD entre 2023 et 2030.

FIGURE 3 - ESTIMATION DE L'AUGMENTATION DU PIB POUR CERTAINS PAYS « ÉTUDIÉS », 2023-2030^b



L'avantage économique de la réduction du paludisme sera ressenti par les particuliers comme par les entreprises. Pour les entreprises multinationales, ces bénéfices s'étendent au-delà des frontières et peuvent contribuer aux citoyens d'autres pays.

Zambia Sugar et Fever-Tree sont deux entreprises qui ont compris l'importance de l'élimination du paludisme pour la santé de leurs employés et la productivité de leurs opérations (voir les études de cas ci-dessous).

ZAMBIA SUGAR

Conscient de l'impact du paludisme sur la productivité et la durabilité, Zambia Sugar a relevé ce défi de manière proactive en mettant en œuvre des mesures de lutte globales contre la maladie. En collaboration avec les autorités sanitaires locales et les ONG, l'entreprise a déployé des interventions durables comprenant des mesures de lutte biologique et de surveillance du paludisme. Les approches de surveillance vont du dépistage et du traitement du paludisme, réalisés par les agents de santé communautaires et les établissements de santé, à la surveillance active

au sein de la communauté, ciblant des groupes tels que les travailleurs migrants et les ouvriers agricoles. Ces mesures ont permis d'améliorer la productivité, de réduire l'absentéisme et de diminuer les coûts des soins de santé pour la main-d'œuvre.

Le programme d'élimination du paludisme de Zambia Sugar démontre le pouvoir transformateur de la responsabilité sociale des entreprises, en soulignant l'importance d'intégrer les initiatives de santé dans les stratégies d'entreprise pour un développement durable et une prospérité partagée.

ZAMBIA SUGAR

La lutte contre le paludisme a été fondamentale pour Fever-Tree, partenaire de Malaria No More UK depuis 11 ans.

Le quinquina, arbre produisant la quinine, surnommé « l'arbre des fièvres » (ou « fever tree » en anglais), a considérablement aidé l'humanité à lutter contre le paludisme. Il est étroitement lié aux origines de l'entreprise Fever-Tree, étant donné le rôle de la quinine en tant qu'ingrédient clé de l'eau tonique.

Par ailleurs, la quinine utilisée dans l'eau tonique de Fever-Tree provient de la République démocratique du Congo (RDC), un pays gravement touché par le paludisme et qui est l'un des pays étudiés dans le présent rapport. L'engagement indéfectible de l'entreprise en faveur de l'éradication du paludisme s'est confirmé au fil des années et de toute une série d'activités, qu'il s'agisse de soutenir des événements clés tels

que le Sommet de Londres sur le paludisme en 2018, de sensibiliser les consommateurs par des campagnes sur les emballages et dans les médias sociaux, ou encore de faire participer les employés à des défis de collecte de fonds.

Depuis 2023, Fever-Tree finance une campagne conçue pour soutenir les efforts de changement de comportement afin d'informer, d'inspirer et de protéger les communautés exposées au risque de paludisme dans 3 comtés cibles du Kenya.

En tant qu'entreprise responsable, Fever-Tree s'engage à soutenir les communautés impliquées dans sa chaîne d'approvisionnement. Elle estime qu'en contribuant à l'objectif de réduction de la menace mondiale que représente le paludisme et en parvenant un jour à bâtir un monde exempt de cette maladie évitable et traitable, elle peut jouer un rôle important en ayant un impact positif sur la santé et le bien-être des communautés qu'elle touche.

^{b,c} Source: Oxford Economics Africa et Malaria No More UK (2024)

LE RECUL DU PALUDISME STIMULE LES ÉCHANGES COMMERCIAUX, AU BÉNÉFICE DES PAYS IMPALUDÉS ET DES PAYS BAILLEURS/DU G7

Les avantages économiques de l'élimination du paludisme dépassent les frontières des régions impaludées. Ils offrent aux pays qui contribuent à l'amélioration de la santé dans le monde par le biais de leur financement, ceux du G7 notamment, des opportunités tangibles d'échanges commerciaux et d'investissement.

L'analyse d'OEA montre qu'en plus de stimuler le PIB des pays impaludés, les échanges commerciaux internationaux pourraient progresser de manière substantielle, avec une augmentation estimée à 80,7 milliards USD entre 2023 et 2030. Plus d'un tiers (39,3 %) de cette croissance commerciale est dû à l'accroissement des exportations par les pays africains en raison de l'augmentation de la demande économique.

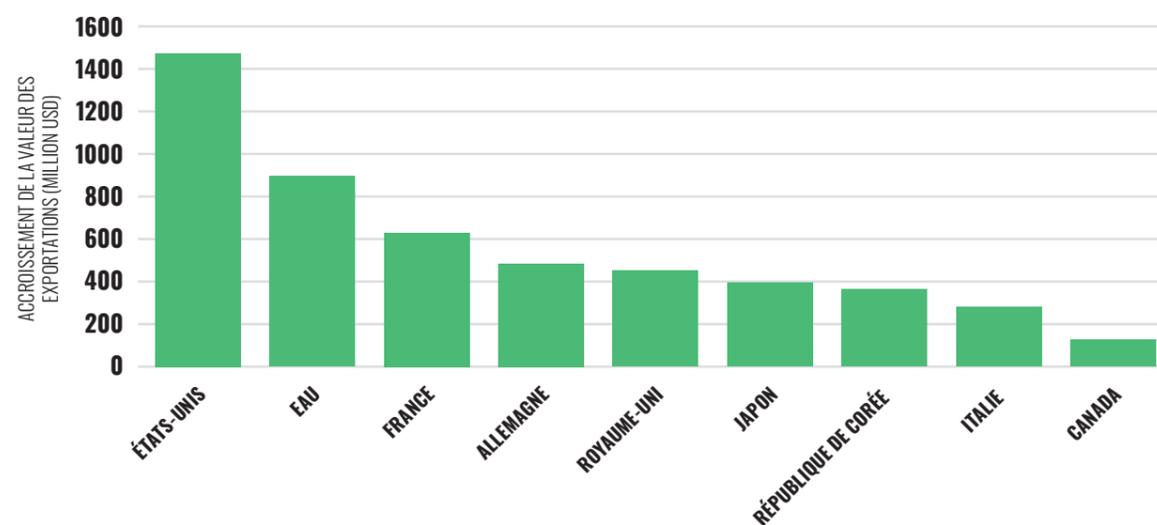
En particulier, les exportations des pays du G7, des Émirats arabes unis (EAU), de la République de Corée (RoC) et du reste de l'Union européenne (UE) vers les pays étudiés devraient augmenter de 8,5 milliards USD. Une fois de plus, cette

augmentation de la production économique ne favorise pas seulement la croissance, mais améliore également le niveau de vie et libère le potentiel humain.

L'analyse d'OEA révèle qu'au cours de la période 2023–2030, les exportations du G7 vers les pays étudiés pourraient augmenter de 3,9 milliards USD si les efforts de contrôle et d'élimination du paludisme sont intensifiés et si l'objectif de 2030 est atteint. Cette augmentation des échanges reflète le potentiel d'élargissement de l'accès au marché, l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs et l'amélioration des perspectives commerciales dans les régions où le paludisme est endémique.

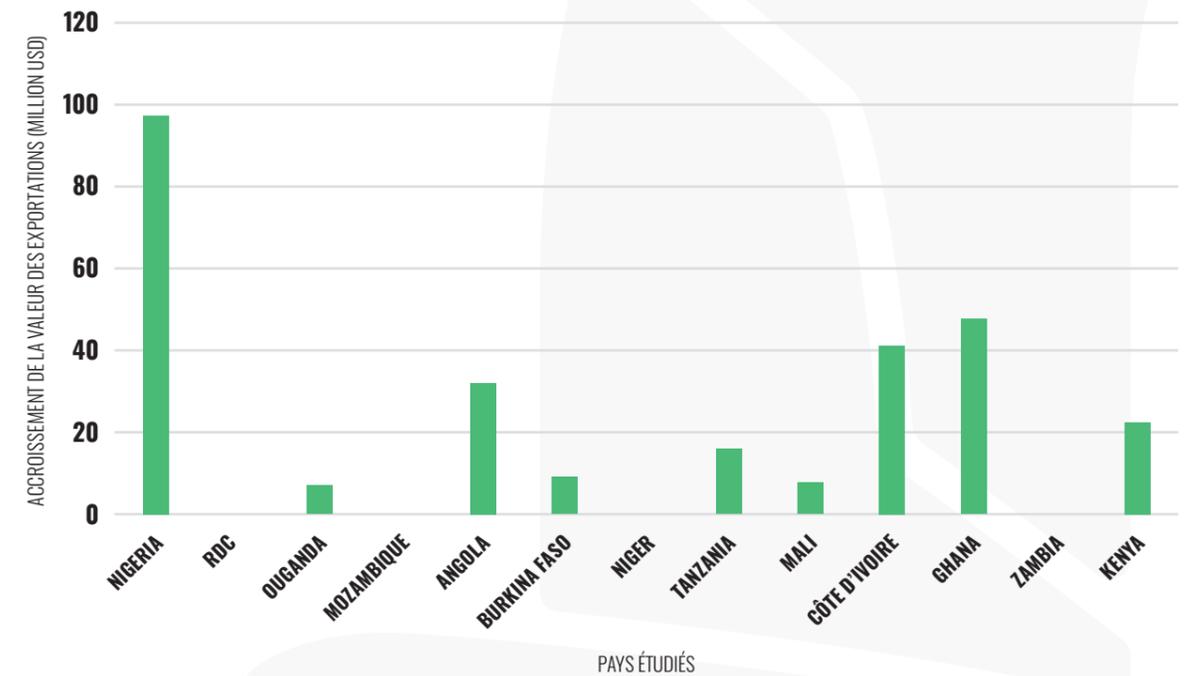
La figure 4 démontre que les États-Unis pourraient être le principal bénéficiaire de cette hausse conséquente des exportations, avec une augmentation de 1,5 milliard USD. Les autres pays du G7, dont la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, pourraient tous gagner plus de 450 millions USD chacun.

FIGURE 4 – ESTIMATION DE L'AUGMENTATION DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE CERTAINS PAYS BAILLEURS VERS DES PAYS « ÉTUDIÉS » AU COURS DE LA PÉRIODE 2023–2030^d



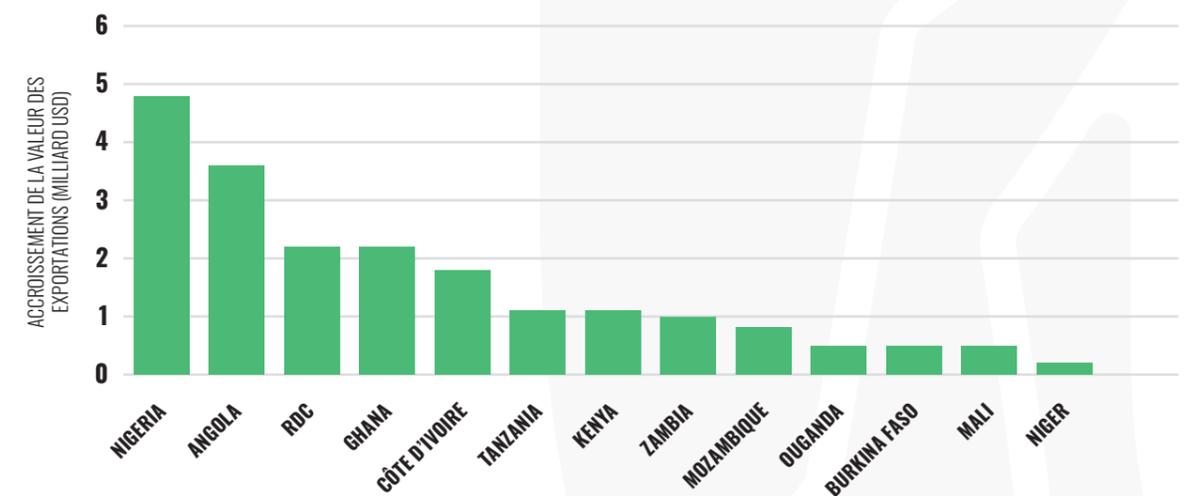
Comme le montre la figure 5, l'Italie, qui assume la présidence du G7 en 2024, pourrait enregistrer une hausse de plus de 280 millions USD, dont plus d'un tiers proviendrait de ses exportations vers le Nigeria.

FIGURE 5 – ESTIMATION DE L'AUGMENTATION DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE L'ITALIE VERS DES PAYS « ÉTUDIÉS » AU COURS DE LA PÉRIODE 2023–2030^e



Les pays africains bénéficieront également d'une augmentation des exportations vers le reste du monde. La figure 6 illustre cette répartition pour les 13 pays étudiés. Plus de la moitié des pays étudiés dans ce rapport verront leurs exportations augmenter de plus d'un milliard de dollars US. Dans le cas du Nigeria et de l'Angola, ces augmentations se chiffrent à 4,8 milliards USD et 3,6 milliards USD, respectivement.

FIGURE 6 – AUGMENTATION DES EXPORTATIONS EN PROVENANCE DES PRINCIPAUX PAYS IMPALUDÉS ÉTUDIÉS AU COURS DE LA PÉRIODE 2023–2030^f



^{d,e,f} Source: Oxford Economics Africa et Malaria No More UK (2024)

CONCLUSION

Les années à venir jusqu'en 2030 représentent une occasion en or pour lutter contre le paludisme. L'analyse effectuée par Oxford Economics Africa montre qu'en renouant avec l'objectif de 2030, nous avons la possibilité non seulement de sauver des vies, mais aussi de stimuler la croissance économique pour le bénéfice de tous.

Pour revenir sur la bonne voie, il convient de renforcer en priorité la mobilisation des ressources nationales et d'inciter les pays bailleurs de fonds à apporter un soutien accru au contrôle et à l'élimination du paludisme.

À court terme, c'est-à-dire dans les 18 prochains mois, on ne saurait trop insister sur la nécessité de financer adéquatement le Fonds mondial et Gavi lors de leur prochain cycle de reconstitution des ressources. Cette démarche doit se faire en tandem et en étroite coordination. Leurs rôles complémentaires dans l'avancement des stratégies de lutte contre le paludisme, en particulier avec l'introduction récente des vaccins antipaludiques, illustrent le besoin urgent d'investissements conjoints. La réussite du déploiement des nouveaux vaccins antipaludiques en Afrique dépend du financement intégral et des mécanismes de coordination efficaces des deux organisations.

Pour maximiser leur incidence, ces initiatives vaccinales doivent être étroitement coordonnées avec les programmes complémentaires de contrôle et d'élimination du paludisme qui englobent diverses interventions telles que

la distribution de moustiquaire de lit et la chimiothérapie préventive. Cette approche commune, facilitée par l'achat de doses de vaccin par Gavi et le soutien du Fonds mondial aux mesures de prévention et de contrôle du paludisme, est essentielle pour accélérer les progrès vers l'élimination et, en fin de compte, sauver des vies.

À moyen et long terme, un financement continu et accru sera nécessaire pour maintenir et renforcer la recherche et le développement d'outils et de traitements contre le paludisme.

Le renforcement de la croissance économique des pays impaludés par l'élimination de cette maladie permet non seulement d'améliorer la situation des communautés touchées par le paludisme, mais aussi de créer de meilleures perspectives commerciales pour les pays qui les soutiennent. En investissant dans la lutte contre le paludisme, les pays bailleurs ne soutiennent pas seulement les efforts de contrôle et d'élimination du paludisme, ils peuvent également renforcer leur propre potentiel économique.

L'urgence contenue dans la déclaration de Yaoundé est un appel à l'action pour les pays impaludés et les partenaires internationaux, afin de relancer la dynamique de lutte contre cette maladie évitable. L'analyse d'OEA soutient cet appel urgent en montrant que les avantages de la lutte contre le paludisme sont considérables et qu'ils rendraient le monde plus sûr et plus prospère pour tout un chacun.

RECOMMANDATIONS

- 1. Financer intégralement le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et Gavi, l'Alliance du vaccin :** tous les bailleurs de fonds, et en particulier les gouvernements du G7, devraient s'engager à financer intégralement le Fonds mondial et Gavi lors de leur prochaine reconstitution de ressources en 2024/25, en soutenant et en renforçant les investissements réalisés par les pays impaludés eux-mêmes. Ces organisations jouent un rôle indispensable dans la lutte contre le paludisme et leur travail doit être pleinement soutenu pour garantir que les efforts de lutte et de vaccination contre le paludisme atteignent ceux qui en ont le plus besoin.
- 2. Soutenir et tenir la promesse de la déclaration de Yaoundé.** Les pays impaludés, soutenus par les bailleurs de fonds et les partenaires internationaux, devraient veiller à privilégier la mobilisation des ressources nationales et la volonté politique nécessaire pour faire reculer le paludisme.
- 3. Reconnaître le lien entre le développement économique, la sécurité sanitaire mondiale et l'élimination du paludisme :** les pays du G7 devraient profiter du Sommet des dirigeants du G7 de cette année, ainsi que des réunions des ministres de la Santé, du Commerce et du Développement, pour rappeler que l'élimination du paludisme est essentielle au progrès social et économique.

...nous avons la possibilité non seulement de sauver des vies, mais aussi de stimuler la croissance économique pour le bénéfice de tous.



REMERCIEMENTS

Malaria No More UK remercie toutes les personnes, organisations et partenaires qui ont soutenu et distribué ce travail. Leur dévouement, leur expertise et leur engagement inébranlable dans la lutte contre le paludisme sont inestimables.

Malaria No More UK tient également à remercier Oxford Economics Africa pour sa

contribution inestimable à ce document. Leur expertise et leurs recherches méticuleuses ont considérablement amélioré la compréhension des avantages économiques de l'investissement dans les efforts d'éradication du paludisme. Leur approche collaborative et leur dévouement tout au long du processus de recherche ont particulièrement été appréciés.

ANNEXE

L'annexe présente la méthodologie détaillée, les sources de données et des informations complémentaires citées dans le rapport.

MÉTHODOLOGIE

Malaria No More UK a demandé à Oxford Economics Africa (OEA) d'estimer les gains économiques éventuels si l'objectif mondial de 2030 concernant le paludisme est atteint.

Analyse des répercussions économiques

L'analyse d'impact économique d'OEA s'appuie sur les recherches menées par Sarma et al. (2019) qui ont étudié les effets économiques historiques des fluctuations de l'incidence des cas de paludisme entre 2000 et 2017. Leurs conclusions indiquent qu'une diminution de 10 % de l'incidence des cas de paludisme est associée à une augmentation de 0,11 point de pourcentage de la croissance annuelle du PIB par habitant.

L'analyse d'OEA combine ces résultats de Sarma et al. (2019) avec des projections de l'incidence des cas pour la période 2023-2030 en utilisant les dernières données de l'Organisation mondiale de la Santé sur l'incidence des cas. L'analyse utilise cette période car 2022 est l'année la plus récente pour laquelle des données sur l'incidence des cas étaient disponibles au moment de l'étude. L'analyse porte sur tous les pays impaludés dans le monde et

fournit des analyses approfondies pour 13 pays étudiés, dont les 10 pays les plus lourdement touchés en Afrique, ainsi que le Kenya, la Zambie et le Ghana en raison de leur influence globale d'un point de vue économique et politique.

L'étude utilise deux scénarios : un scénario « de référence » dans lequel l'incidence des cas reste inchangée et un scénario de « réalisation de l'ODD » dans lequel le nombre de cas diminue pour atteindre la valeur de l'indicateur de réussite de la cible 3.3 des ODD sur le paludisme. Pour le scénario des tendances actuelles, l'analyse reprend l'évolution annuelle des cas de 2015 à 2022 pour prévoir les cas jusqu'en 2030 en utilisant les prévisions démographiques de l'ONU. Inversement, le scénario de « réalisation de l'ODD » calcule la réduction nécessaire de l'incidence par rapport aux niveaux de 2022 pour atteindre l'objectif des ODD d'une diminution de 90 % des cas de paludisme d'ici à 2030 par rapport aux niveaux de 2015.

La différence au niveau de l'incidence des cas entre le scénario de référence et le scénario de « réalisation de l'ODD », combinée avec les conclusions de Sarma et al. (2019) permet de quantifier le potentiel de croissance du PIB par habitant.

Analyse des incidences commerciales

L'analyse examine également les répercussions sur le commerce international résultant de la croissance économique projetée. La recherche ventile la production économique par type de dépenses pour estimer l'impact sur le commerce international si les projections de croissance économique se concrétisent.

L'analyse utilise les contributions médianes au PIB apportées par les exportations et les importations au cours des trois dernières années et utilise ces ratios dans les différents scénarios économiques pour l'avenir. Cette analyse est d'abord appliquée à tous les pays impaludés dans le monde, afin de mesurer l'impact global plus large de la réalisation de la cible des ODD. L'analyse est ensuite circonscrite à une étude des bénéfices qui proviendraient de l'Afrique si tous les ODD africains concernant l'incidence du paludisme étaient atteints d'ici à 2030.

L'étude examine ensuite l'impulsion donnée aux échanges commerciaux à un niveau bilatéral entre les 13 pays étudiés et les pays du G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni), l'Union européenne, les EAU et la République de Corée. Là encore, on suppose que les schémas commerciaux actuels restent largement inchangés en utilisant la contribution moyenne de chaque partenariat commercial bilatéral au cours des 5 dernières années. Ces ratios sont ensuite utilisés sur les avantages commerciaux plus larges pour calculer le stimulus apporté au commerce bilatéral.

Contributions de la recherche

L'originalité de l'analyse présentée dans le présent rapport réside dans l'exploitation des travaux de recherche les plus récents et les plus influents sur l'incidence économique de la réduction de l'incidence du paludisme ; la projection de l'incidence selon deux scénarios différents ; puis le calcul des résultats économiques prévus selon chaque scénario et leur comparaison.

La modélisation appliquée dans cette étude doit être considérée comme s'appuyant

sur l'ensemble des données probantes existantes. En plus de faire avancer les travaux de Gallup et Sachs (2001) et Sarma et al. (2019), et en étendant les impacts économiques estimés au commerce international, la méthode contribue également aux travaux de recherche menés par l'OMS (2020) et Patrouillard et al. (2023). Cette étude complète le corpus de littérature existant :

1. En envisageant non seulement les impacts du PIB des pays impaludés sur le commerce international, mais aussi les répercussions commerciales des pays bailleurs.
2. En concevant et en appliquant les effets des deux scénarios (a) de référence actuelle où les chiffres d'élimination tendanciels persistent ; et (b) des gains économiques qui pourraient être réalisés dans un scénario dans lequel l'incidence des cas de paludisme décline vers la cible de 2030.
3. En prévoyant les répercussions économiques et commerciales dans le futur, par opposition à l'estimation de l'impact économique historique du paludisme. Bien que les recherches précédentes aient également pris en compte les incidences économiques à venir, elles l'ont fait en utilisant le modèle de l'OMS pour les projections économiques de la maladie et des coûts (EPIC). La combinaison des projections prospectives de ce rapport offre un aperçu unique de la situation du paludisme en ce qui concerne le commerce et l'économie.

Tableaux de données

Tous les tableaux de données sont consultables en ligne à l'adresse : <https://bit.ly/3R58Lcx>



LISTE DES ABRÉVIATIONS

mrd – milliard

Gavi – Gavi, l'Alliance du vaccin

Fonds mondial – le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

mio – million

ONG – organisation non gouvernementale

OEA – Oxford Economics Africa

R&D – recherche et développement

ODD – Objectif de développement durable

ONU – Nations Unies

OMS – Organisation mondiale de la Santé

\$ – dollars US (USD)

NOTES DE FIN

¹ Organisation mondiale de la Santé. (2015). Rapport 2015 sur le paludisme dans le monde [en anglais]. Consultable à l'adresse : https://iris.who.int/bitstream/handle/10665/200018/9789241565158_eng.pdf?sequence=1

² Organisation mondiale de la Santé. (2023). Rapport 2023 sur le paludisme dans le monde [en anglais]. Consultable à l'adresse : <https://www.who.int/teams/global-malaria-programme/reports/world-malaria-report-2023>

³ Organisation mondiale de la Santé. (2024), « Cabo Verde : certification de l'élimination du paludisme, une étape historique dans la lutte contre le paludisme ». Consultable à l'adresse : <https://www.who.int/news/item/12-01-2024-who-certifies-cabo-verde-as-malaria-free-marking-a-historic-milestone-in-the-fight-against-malaria>

⁴ Organisation mondiale de la Santé. (2024), « Les Ministres africains de la santé s'engagent à mettre fin aux décès dus au paludisme », Consultable à l'adresse : <https://www.who.int/news/item/06-03-2024-african-health-ministers-commit-to-end-malaria-deaths>

^{5,6} Sarma, N., Patouillard, E., Cibulskis, R. E., et Arcand, J. L. (2019). The Economic Burden of Malaria: Revisiting the Evidence. *The American Journal of Tropical Medicine and Hygiene*, 101(6), 1405–1415. doi:10.4269/ajtmh.19-0386



WWW.ZEROMALARIA.ORG

THIS REPORT WAS PRODUCED BY MALARIA NO MORE UK (CHARITY NUMBER 1126222)